Motion Section 25

Dans le projet de contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) du CNRS pour la période 2024-2028, il est annoncé que « le CNRS se propose de mettre en valeur, parmi les laboratoires dont il assure la tutelle, les plus remarquables d'entre eux, ceux qui sont réellement ''de rang mondial'' » pour lesquels « Naturellement, l'implication du CNRS serait plus forte, et plus pérenne, dans ces laboratoires ». Cette proposition a été éclaircie par le Président-directeur général du CNRS, Antoine Petit, lors de la Convention CNRS des directeurs et directrices des laboratoires qui a eu lieu le 12 décembre 2024 : il s'agira de concentrer plus de moyens sur environ un quart des unités de recherche, les « key-labs ». Ces laboratoires seraient d'envergure internationale, choisis par la direction du CNRS sur des critères de sélection inconnus.

Alors que l'évaluation par des pairs, garant d'une indépendance scientifique, est un grand principe du CNRS, l'arbitraire de cette décision tenue secrète bafoue et marginalise les instances scientifiques du CoNRS dans les décisions de la direction du CNRS.

Outre la forme, le fond est porteur des plus vives inquiétudes. En effet, concentrer les moyens humains et matériels sur un nombre réduit de laboratoires fait entrer l'organisme dans un processus délétère qui ne peut que conduire à l'affaiblissement du CNRS. Réduire les expertises et les champs de recherche à une fraction majoritaire d'élite va limiter sa capacité d'adaptation et d'évolution, une des clés de la réussite et de la renommée internationale de l'institution. La section 25 s'inquiète de cette décision qui, clairement, questionne à la fois les modalités des recrutements futurs mais aussi de la place du comité national dans le dispositif scientifique du CNRS.